

Au Journal officiel du 8 au 14 décembre 2018

17/12/2018

Au Journal officiel du 8 au 14 décembre 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 8 décembre 2018 :

- Arrêté du 3 décembre 2018 portant **agrément de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural Nouvelle Aquitaine** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 379677 du 28 novembre 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** : Arrêté du 22 février 2014 (arrêté d'extension accord collectif du 10 juillet 2013 entreprises de travail temporaire) ;
- **Décision nos 410659, 410660 du 28 novembre 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** : Code des transports, art. R. 3312-47 et décret n° 2016-1550, 17 novembre 2016

Au JO du 11 décembre 2018 :

- LOI n° 2018-1104 du 10 décembre 2018 de **finances rectificative pour 2018** . – *Modification de la loi de finances n° 2017-1837 du 30 décembre 2017* ;

Au JO du 12 décembre 2018 :

- Décret n° 2018-1116 du 10 décembre 2018 relatif aux **prélèvements d'échantillons de marchandises mises en vente par un procédé de vente à distance** . – *Modification du Code de la consommation* ;
- Décret n° 2018-1117 du 10 décembre 2018 relatif aux **catégories de documents administratifs pouvant être rendus publics sans faire l'objet d'un processus d'anonymisation** . – *Code des relations entre le public et l'administration* ;
- Décret n° 2018-1118 du 10 décembre 2018 relatif aux **frais bancaires perçus par les établissements de crédit à la suite d'une notification par un comptable public d'une saisie administrative à tiers détenteur** . – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2018-1120 du 10 décembre 2018 relatif aux **modalités d'application du régime micro-social aux professions libérales affiliées à la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse des professions libérales** . – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2018-1123 du 10 décembre 2018 relatif à **l'extension du régime de la déclaration préalable aux projets d'installation d'antennes-relais de radiotéléphonie mobile et à leurs locaux ou installations techniques au titre du Code de l'urbanisme** . – *Modification du Code de l'urbanisme*.

À signaler également au titre de ce JO :

- **Avis CE n° 420900 du 7 décembre 2018** : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 742-3

Au JO du 13 décembre 2018 :

- Ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 **prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel** . – *Modification du Code du cinéma et de l'image animée, du Code de commerce, du Code de la consommation, du Code de la*

défense, du Code des douanes, du Code de l'éducation, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code de l'environnement, du Code de justice administrative, du Code monétaire et financier, du Code du patrimoine, du Code pénal, du Code des postes et des communications électroniques, du Code des procédures civiles d'exécution, du Code de procédure pénale, du Code de la propriété intellectuelle, du Code de la recherche, du Code de la route, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité intérieure, du Code de la sécurité sociale, du Code des transports, du Code du travail, du Livre des procédures fiscales, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et de plusieurs autres textes non codifiés. – Ce texte entre en vigueur à la date prévue à son article 29 et au plus tard le 1^{er} juin 2019 (cf. art. 29) ;

- Ordonnance n° 2018-1128 du 12 décembre 2018 relative au **relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires** . – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 7) ;
- Ordonnance n° 2018-1135 du 12 décembre 2018 **portant diverses dispositions relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et à l'ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire de voyageurs** . – Modification du Code des transports, du Code de la commande publique et du Code de la famille et de l'aide sociale. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 6, VI à IX) ;
- Décret n° 2018-1126 du 11 décembre 2018 relatif à la **protection du secret des affaires** . – Modification du Code de commerce, du Code de la propriété intellectuelle, du Code de la défense, du Code de l'énergie, du Code de l'environnement, du Code des postes et des communications électroniques, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code du travail. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 5) ;
- Décret n° 2018-1130 du 11 décembre 2018 relatif à la **validation du visa de long séjour valant titre de séjour**. – Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et du décret n° 2015-1423 du 5 novembre 2015. – Ce texte entre en vigueur à une date fixée par arrêté du ministre chargé de l'immigration et, au plus tard, le 1^{er} mars 2019 (cf. art. 7) ;
- Arrêté du 26 octobre 2018 relatif à la **désignation des comptables publics chargés du recouvrement des amendes forfaitaires majorées délictuelles** . – Modification du Code de procédure pénale. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 2).

Au JO du 14 décembre 2018 :

- Décret n° 2018-1136 du 13 décembre 2018 pris pour **l'application de l'article L. 2321-2-1 du Code de la défense et des articles L. 33-14 et L. 36-14 du Code des postes et des communications électroniques** . – Modification du Code de la défense, du Code des postes et des communications électroniques et du décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 ;
- Décret n° 2018-1138 du 13 décembre 2018 relatif aux **conditions de compétence professionnelle exigée d'un maître d'apprentissage** . – Modification du Code du travail ;
- Décret n° 2018-1139 du 13 décembre 2018 **définissant les secteurs d'activité pour lesquels les durées maximales du travail des jeunes travailleurs peuvent être aménagées lorsque l'organisation collective du travail le justifie** . – Modification du Code du travail ;
- Arrêté du 10 décembre 2018 **prescrivant la souscription d'un acte d'engagement de la caution et de la personne mettant en place la garantie** . – Abrogation de l'arrêté du 12 avril 2013 ;
- Décret n° 2018-1142 du 12 décembre 2018 portant **modification du Code de justice administrative pour l'application des titres Ier et III de la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une**

immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie . – *Modification du Code de justice administrative. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 9) ;*

- Décret n° 2018-1143 du 13 décembre 2018 relatif à la **compétence des commissions médicales primaires** . – *Modification du Code de la route.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA